

**Intervention – 6<sup>èmes</sup> rencontres parlementaires sur les prisons**  
*« Avancées pour le travail pénitentiaire » / « Vers des prisons plus humaines »*

Maison de la Chimie – Vendredi 6 mai 2011

---

Mesdames, Messieurs les parlementaires,  
Monsieur le Contrôleur général (Jean-Marie Delarue),  
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais vous remercier pour votre invitation à ces 6<sup>èmes</sup> rencontres parlementaires sur les prisons, et rendre hommage à MM. Serge Blisko et Jean-René Lecerf pour cette belle initiative, qui témoigne de tout l'investissement de la représentation nationale pour un sujet qui retient toute mon attention. Je sais votre vigilance sur cette question, vous avez participé à la prise de conscience sur la situation des prisons et formulé des propositions souvent innovantes qui ont pu compléter notre action.

La qualité des intervenants laisse présager des débats riches qui à n'en pas douter feront avancer notre réflexion : vous avez retenu deux thèmes, le travail pénitentiaire et des prisons plus humaines – ils sont, je veux le souligner, nos grandes priorités dans l'action que nous menons pour moderniser nos prisons.

La loi du 24 novembre 2009 a consacré très clairement nos engagements dans la réalisation de ces objectifs, et nous déployons tous les moyens nécessaires en vue de leur mise en œuvre effective. Les efforts que nous menons j'ai souhaité qu'ils soient encore renforcés : j'ai annoncé cette semaine, le 4<sup>ème</sup> plan de modernisation de l'immobilier pénitentiaire marquant donc une nouvelle étape pour la rénovation des prisons – nos établissements doivent offrir toutes les garanties d'une détention digne, à l'horizon 2018, la moitié de nos établissements auront moins de 30 ans. Ce programme est une nouvelle étape aussi pour le développement de l'activité des détenus. Mon engagement est, en effet, de créer de nouveaux établissements à réinsertion active, j'y reviendrai dans un instant.

Depuis 20 ans, peu d'institution ont évolué de façon aussi remarquable et rapide que l'institution carcérale – cette évolution s'est traduite par une entrée spectaculaire du

droit en prison – avec un élargissement des voies de recours des détenus, la présence de l'avocat en commission de discipline... ; elle s'est traduite plus généralement par un renforcement des droits du détenu et la garantie notamment de son droit à la dignité.

Notre engagement ferme pour l'humanisation ne s'arrête en effet pas à l'immobilier, même si ce point est capital. Je profite d'ailleurs de l'occasion qui m'ait donné pour combattre une idée que d'aucuns tentent d'instiller dans les esprits. Je le dis très clairement, les nouvelles prisons ne sont pas inhumaines ; elles représentent un réel progrès dans la prise en charge des personnes détenues. Qui peut soutenir qu'il est préférable d'être incarcéré dans l'antique maison d'arrêt de Lyon que dans l'établissement de Corbas ? S'il y a des imperfections à corriger, nous le ferons. Mais reconnaissons les progrès réels que constituent nos nouvelles structures.

Rendre la prison plus humaine, c'est bien sûr lui permettre de mener enfin sa mission de prévention de la récidive ; au premier rang des outils pour y parvenir, il y a bien entendu le développement des activités et particulièrement du travail, qui favorise la réinsertion et permet au détenu de préparer sa sortie.

I. La loi de 2009 a posé les principes fondamentaux de notre politique pénitentiaire, plaçant la réinsertion au cœur de nos priorités – c'est grâce à une action volontariste dans ce domaine que nous pourrons prévenir la récidive.

1. La loi pénitentiaire a donc consacré les droits et les devoirs des détenus, qui sont autant de conditions à une politique réussie de réinsertion

- Première priorité, garantir la dignité des conditions de détention (qui passe par l'encellulement individuel, les douches en cellule notamment) – cet objectif est, comme je le disais, au cœur de notre engagement ;
- Deuxième priorité, maintenir les liens familiaux, c'est, dit la loi, un parloir par trimestre au sein d'une unité de vie familiale ou un parloir familial – chaque établissement sera doté de ces espaces ;
- Enfin, troisième priorité, développer les activités : les nouveaux établissements vont ainsi quadrupler les surfaces consacrées aux activités.

Vous l'aurez compris, cette politique ne peut produire ses effets sans un programme très actif de rénovation de nos prisons, et tel est bien aujourd'hui ma priorité – avec le 4<sup>ème</sup> programme pour l'immobilier pénitentiaire.

2. L'objectif est de donner un sens à la notion de « parcours d'exécution de peine » consacrée par la loi pénitentiaire. Nous y parviendrons par un accueil-arrivant qui corresponde à une véritable évaluation et permette dès lors d'orienter efficacement le détenu vers tel ou tel projet en fonction de son profil.

3. Notre politique de réinsertion ne peut fonctionner que si nous mettons les détenus en mesure de construire un véritable projet de sortie, au sein d'établissements adaptés.

A cette fin, j'entends que soient développés des établissements d'un nouveau type, tels les quartiers nouveaux concepts, et les « établissements à réinsertion active ».

- La création des « établissements à réinsertion active » (ERA), est une des priorités majeures du programme que j'ai dévoilé cette semaine. Elle doit nous permettre de rompre avec la standardisation des établissements pénitentiaires pour proposer des infrastructures plus adaptées aux détenus qui purgent une courte peine ou manifestent une forte volonté de réinsertion.

Nos établissements sont actuellement tous conçus sur un même modèle, avec une sécurité très lourde (double mur d'enceinte, miradors, filins anti-hélicoptère), qui ne se justifie pas pour ces détenus.

Les ERA reposent donc sur une sécurité plus légère, qui favorise l'autonomie des détenus ; ils proposent aussi un plus haut niveau d'activités – que j'ai fixé à cinq heures par jour et par détenu. Cet objectif suppose de multiplier les lieux d'activité, tel est bien l'objet du nouveau programme immobilier pénitentiaire.

Grâce à une présence humaine renforcée, les ERA permettent de rompre avec l'isolement qui désocialise les détenus et compromet leur réinsertion ; il est établi que les échanges avec les surveillants sont souvent déterminants pour le maintien d'un lien social.

- Depuis quelques temps, nous développons des quartiers dits « nouveau concept ». 18 devraient ouvrir entre 2013 et 2017. Il s'agit d'établissements de 90 places, au régime très ouvert, qui accueillent des détenus en fin de peine – tous en phase de préparation d'un projet de sortie.

**II. Au-delà de ces nouveaux établissements, je veux dire mon engagement pour le développement du travail en détention : cet outil qui est l'une des clés de la reconstruction des condamnés.**

La loi pénitentiaire a mis l'accent sur l'activité des détenus, en prévoyant que les condamnés doivent accepter l'activité proposée dès lors qu'elle vise à favoriser l'insertion. Je suis profondément convaincu que cette disposition oblige l'administration : car prévenir la récidive, c'est proposer à chaque détenu un projet, en vue d'une sortie réussie. Evidemment, dans un contexte de crise économique, la tâche n'est pas toujours aisée, mais cela ne doit pas nous arrêter car les enjeux sont cruciaux : nous développons donc des solutions propres à surmonter l'obstacle.

Aujourd'hui, la situation n'est pas satisfaisante : environ un tiers des détenus ont une activité rémunérée – principalement en concession ou en service général ; le service du travail pénitentiaire (SEP) emploie en effet moins de 5% des condamnés, mais je veux dire que la plupart sont en maison centrale, là où la situation est la plus difficile.

Un effort est nécessaire également sur les niveaux de rémunération, encore trop faible : 235 euros pour le service général, 370 pour le travail en concession et 525 pour le service du travail pénitentiaire.

Plusieurs pistes d'améliorations sont à privilégier :

- Mon ambition est d'abord de développer les partenariats tous azimuts ainsi que de nouvelles formes de travail (les centres d'appel en sont un très bon exemple, nous en auront bientôt quatre).

Des pas ont été faits aussi pour le partenariat, mais il faut aller plus loin encore. L'accord signé en 2008 avec le MEDEF ne s'est que traduit par une petite dizaine de déclinaisons départementales. Nous devons encourager ce type d'initiatives, car là où cet accord produit ses effets, les résultats sont probants – comme en Seine-Saint-Denis par exemple.

- La gestion déléguée est aussi une voie intéressante : actuellement, les objectifs assignés à notre partenaire, qui a en charge le développement du travail dans les établissements à gestion déléguée, sont globalement tenus. Nous devons intensifier notre relation, notamment dans le cadre de la définition des objectifs et des formes de travail.
- Par ailleurs trois projets se mettent en place actuellement : le transfert de la compétence de la formation professionnelle vers les régions et le développement en détention des entreprises intermédiaires, qui tous deux résultent de la loi pénitentiaire ; et le 3<sup>ème</sup> qui consiste en un droit de préférence dans le cadre des marchés publics pour les entreprises employant des détenus. Ce dernier chantier est complexe dans la mesure où la commission européenne se montre hostile à l'extension du droit de préférence (les discussions se poursuivent en interministériel sur ce sujet).
- Bien évidemment, il nous faut réfléchir au devenir du service de travail pénitentiaire, 5% de détenus cela n'est pas suffisant. Sur ce point, je souhaite que nous mettions en œuvre à court terme les préconisations de l'excellent rapport que vient de rendre l'inspection général des finances, et que nous creusions notamment l'idée de création d'une agence nationale du travail en prison.
- Je souhaite également que soient renforcés les liens avec l'extérieur : tel est l'objet des quartiers nouveau concept que j'ai évoqués ; mais c'est aussi l'objectif des contrats CIVIS. Grâce à ces contrats, plusieurs dizaines de jeunes détenus de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis ont trouvé un emploi ou une formation à l'issue de la détention.

### **III. L'immobilier, le travail en prison sont des axes essentiels de notre politique pénitentiaire, mais ils ne sont pas tout, car il y a aussi toute la vie quotidienne des détenus**

Là encore sur deux points fondamentaux, nous achevons deux réformes complexes auxquelles personne ne s'était attaqué jusqu'à lors.

- L'harmonisation et la diminution du tarif de location des télévisions et d'accès aux chaînes de télévision à 8 euros par mois et par détenu ; ce dispositif sera

effectif dès 2012 pour les détenus dans les établissements à gestion publique et en 2013 pour les établissements à gestion mixte.

- La seconde réforme tient dans l'harmonisation du prix des cantines. Un marché national est en cours de préparation qui vise à aligner sur le prix le moins cher un panel de 150 produits représentant les trois-quarts des produits cantinés par les détenus.

Ces points ne sont pas anecdotiques dans des lieux d'enfermement, car ils favorisent l'égalité entre les détenus – la privation de liberté, nous en sommes tous très conscients, ne doit pas être la privation des droits. Et, vous l'aurez compris, tout doit être mis en œuvre pour qu'au sein de notre système pénitentiaire, les règles pénitentiaires européennes que nous avons adoptées puissent pleinement s'appliquer. C'est essentiel pour les détenus, mais c'est bien entendu à cette condition aussi que les personnels pourront accomplir au mieux leurs missions.

Je vous remercie, et je vous souhaite des travaux fructueux.